



1 MENER DES GRÈVES PLEINEMENT 2 FÉMINISTES. VOTER FÉMINISTE. 3 RENFORCER LES FEMMES SOCIALISTES.

4 *Document élaboré par le Comité directeur des Femmes socialistes suisses et soumis à l'attention des*
5 *participantes à l'Assemblée des membres du 25 mars 2023*

6 Jamais autant de femmes n'ont été élues au Parlement national qu'en 2019. Malgré tout, le bilan de la
7 politique d'égalité des quatre dernières années est décevant : nous avons certes pu franchir quelques
8 étapes et obtenir quelques résultats en matière de prévention de la violence et de lutte contre celle-ci,
9 mais dès qu'il s'agissait de parler d'argent, la discussion tournait soudainement court... Pour promouvoir
10 une politique féministe digne de ce nom, nous avons besoin de parlementaires qui fassent entrer la
11 pression de la rue jusque dans le Palais fédéral. Nous exigeons de l'argent, du temps et du respect.

12 Si nous voulons parvenir à l'égalité sociale et économique, nous devons réduire le temps de travail,
13 obtenir plus de considération pour le travail de *care*, rémunéré ou non, mieux valoriser ce travail et mettre
14 fin à la violence !

15 Nous autres, Femmes socialistes suisses, défendons une politique féministe qui vise à garantir une vie
16 digne à chacune et à chacun. Nous prenons parti pour une société plus juste pour toutes et tous.

17 **Augmentation des salaires et des rentes des femmes. Nous prenons parti.**

18 Aujourd'hui, les femmes travaillent autant d'heures que les hommes. Or, sur l'ensemble de leur vie
19 professionnelle, elles gagnent en moyenne 43,2 % de moins que leurs homologues masculins.¹ Pour
20 l'égalité économique, nous demandons...

21 **... un salaire minimum**

22 Le problème des bas salaires concerne principalement les femmes. Nous demandons donc une
23 application systématique de l'égalité salariale et l'instauration d'un salaire minimum. Nous voulons de
24 bonnes conditions de travail et des salaires décents, qui permettent de vivre dans la dignité.

25 **... des rentes décentes**

26 Après le démantèlement des rentes que nous promet AVS21, voici que se profile déjà, avec la réforme
27 de la LPP, une autre réduction des rentes au détriment des femmes. Nous demandons une
28 augmentation des rentes des femmes et, à long terme, une pension financée de manière équitable. Pour
29 garantir le droit à l'autodétermination des personnes retraitées, nous avons besoin de rentes qui couvrent
30 les besoins vitaux.

¹ En 2018, le Gender Overall Earnings Gap s'élevait à 43,2 % (en Suisse). En d'autres termes, le revenu cumulé des femmes sur l'ensemble de leur parcours professionnel était inférieur de 43,2 % à celui des hommes.
Source : <https://www.newsd.admin.ch/newsd/message/attachments/73044.pdf>



31 **... des salaires plus élevés pour les femmes**

32 Aujourd'hui, les professions dans lesquelles les femmes sont surreprésentées sont trop mal rémunérées.
33 Nous demandons une augmentation des salaires dans les domaines des soins, de l'assistance et du
34 commerce de détail. Il ne suffit pas d'applaudir !

35 **Le temps de bien vivre. Nous prenons parti.**

36 Le temps est une ressource précieuse, mais les gens ne peuvent pas tous en disposer de la même
37 manière ni dans la même mesure. Pour un avenir social, durable et digne d'être vécu, nous exigeons...

38 **... une réduction du temps de travail**

39 Ces dernières années, le temps de travail n'a pas diminué malgré l'augmentation de la productivité. Nous
40 demandons une réduction du temps de travail avec le maintien des (mêmes) salaires. Pour une
41 répartition plus équitable du travail de *care* et pour notre santé physique et psychique, nous devons
42 pouvoir disposer de plus de temps.

43 **... un congé parental**

44 Les familles ont besoin de suffisamment de temps : pour se reposer et récupérer, pour s'habituer les un-
45 es aux autres, pour s'adapter à leur nouveau quotidien. Personne ne doit être contraint de retourner au
46 travail pour des raisons financières avant de se sentir prêt à le faire. Nous demandons un congé parental
47 d'au moins 6 mois pour chaque parent.

48 **... un abaissement de l'âge de départ à la retraite**

49 Travailler dans le secteur des soins et de l'assistance, dans le commerce de détail ou dans la construction
50 est physiquement beaucoup plus éprouvant que rester assis-e dans un bureau. Nous demandons un
51 abaissement de l'âge de départ à la retraite pour les personnes exerçant des métiers physiquement
52 exigeants.

53 **Respect de nos corps, de notre travail et de nos enfants. Nous prenons parti.**

54 Pas moins de 430 000 femmes vivant en Suisse ont subi des abus sexuels, les femmes fournissent la
55 plus grande partie du travail de *care* non rémunéré et, selon leur niveau de revenu, se voient aujourd'hui
56 encore contraintes de rester « clouées » au foyer en raison du coût excessif de la garde extrafamiliale des
57 enfants. Pour notre autodétermination physique et sociale, nous exigeons...

58 **... une protection contre la violence**

59 La violence sexiste est un problème structurel. Nous demandons que 0,1 % du PIB soit consacré à la
60 lutte contre la violence. Il est temps de prévoir et de mettre à disposition suffisamment de moyens
61 financiers pour conseiller, soutenir et encadrer les personnes qui subissent des violences en raison de
62 leur sexe ou de leur orientation sexuelle.



63 **... une reconnaissance du travail de *care***

64 Le travail non rémunéré effectué par les femmes représente 244 milliards de francs par an.² Ce travail
65 est le pilier sur lequel reposent notre économie, nos familles et notre société. Nous demandons du
66 respect pour ce travail et pour notre rôle dans la société. Cet énorme travail de *care* non rémunéré doit
67 donc être pris en compte pour toute réforme législative – et notamment dans le cadre du débat sur la
68 réforme des retraites.

69 **... de bonnes conditions pour la prise en charge des enfants**

70 Dans aucun pays les parents ne doivent déboursier autant qu'en Suisse pour l'accueil extrafamilial des
71 enfants. Pour nous, aucun doute n'est permis : l'accueil extrafamilial doit faire partie intégrante du service
72 public et être financé par l'ensemble de la société. Avec la mise en œuvre de l'initiative sur les crèches,
73 nous garantirons une offre qui réponde à la demande et financièrement abordable dans tout le pays.

² Source: [Economiefeminis te](#)